

GRÈVE DES PNC D'AIR ALGÉRIE**Début des négociations ce matin**

Après l'accord de jeudi, les quatre délégués du Collectif du PNC n'avaient aucune information sur le début des négociations avec la direction générale d'Air Algérie, qui ont été annoncées pour cette semaine. Ce n'est, qu'hier dans l'après-midi, que les choses ont commencé à se préciser.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Vers 14h30, l'Agence algérienne d'information publie un communiqué du ministère des Transports qui affirme que «des négociations directes» entre la direction générale d'Air Algérie et le Collectif du personnel navigant commercial (PNC) commenceront aujourd'hui dimanche. Toutefois, le lieu et l'heure du rendez-vous ne sont pas précisés. En outre, la levée des sanctions contre les 145 grévistes, note-t-on, sera effective à partir de samedi 16 juillet 2011.

Jeudi, suite à la médiation du patron de la Centrale syndicale Abdelmadjid Sidi Saïd et le discours du Premier ministre Ahmed Ouyahia, le personnel navigant commercial qui entamait son quatrième jour de grève a décidé de mettre fin à son mouvement et de reprendre le travail vendredi. L'intervention du gouvernement vient au moment opportun

puisque la situation se compliquait et aucun responsable de la compagnie nationale ne s'est déplacé pour rassurer les travailleurs.

D'ailleurs, la reprise n'a pas été facile puisque les grévistes n'ont pas été autorisés à reprendre leur travail.

«La première condition pour reprendre les vols était la suspension de tout licenciement et de toute procédure disciplinaire qui concerne 145 grévistes», précise Yacine Hamamouche, l'un des quatre délégués du Collectif.

«La conclusion de cet accord a été le fruit d'une concertation soutenue entre le ministre des Transports et le P-dg d'Air Algérie, sous l'orientation permanente du Premier ministre, ainsi qu'au rôle joué par le secrétaire général de l'UGTA», note le communiqué.

Samedi, près de 170 vols nationaux et internationaux ont



Photos : Samir Sid

Retour à la normale des vols d'Air Algérie.

été assurés. Des vols supplémentaires ont également été programmés. «La situation s'est pratiquement normalisée sur l'en-

semble du réseau de la compagnie Air Algérie», affirme-t-on.

L'Entreprise nationale maritime de transports de voyageurs a

également été mobilisée pour assurer la prise en charge des voyageurs.

I. B.

ENTRETIEN AVEC YACINE HAMAMOUCHE, DÉLÉGUÉ DU COLLECTIF DES PNC**«On nous a poussés à faire grève»**

Dans cet entretien, Yacine Hamamouche, délégué du collectif des PNC affirme que les négociations étaient en bonne voie lorsqu'elles ont été interrompues. Les deux parties ont trouvé un terrain d'entente et sont arrivées à la signature de l'accord quand tout a basculé.

Le Soir d'Algérie : Après quatre jours de grève, vous avez opté pour la médiation du patron de l'Union générale des travailleurs algériens. Comment cela s'est passé ?

Yacine Hamamouche : Nous avons demandé l'avis d'une personnalité dont je tairai le nom, c'est elle qui a vu avec Ahmed Ouyahia et Abdelmadjid Sidi Saïd qui ont accepté d'intervenir. Jeudi vers 18h, nous avons reçu la visite du SG de l'UGTA, il était venu comme médiateur. Nous avons discuté et il avait Ahmed Ouyahia au bout du fil.

Donc nous avons conclu à l'annulation des licenciements et des poursuites judiciaires contre les 145 grévistes sanctionnés. Abdelmadjid Sidi Saïd a voulu que l'on reprenne le travail immédiatement mais nous avons préféré reprendre vendredi matin, c'était plus raisonnable. Pour

les négociations, nous sommes confiants, nous avons confiance en le Premier ministre et le patron de l'UGTA.

Mais que s'est-il passé vendredi ?

Les PNC licenciés qui ont rejoint leurs postes ont été refoulés au niveau des aéroports. Sur place, on leur a dit qu'ils ne peuvent reprendre jusqu'à nouvel ordre. A l'aéroport d'Oran, les fonctionnaires ont été instruits par fax de maintenir les gens suspendus et ne pas les laisser travailler.

Ce sont les ordres du directeur des opérations et du divisionnaire. On aurait voulu débloquer la situation et faire comme pour Oum Doumane, ce n'était pas possible. Tout cela ne dépend pas de nous.

Une situation bizarre, malgré les promesses du gouvernement...

Le bizarre a débuté la veille de la grève, le 10 juillet 2011. Nous étions en réunion avec le secrétaire général de la compagnie (le numéro deux d'Air Algérie) et le directeur des ressources humaines (le numéro trois de la compagnie) et les membres de la commission chargée du dossier. Une réunion qui a duré de 9h à 18 h.

En fin d'après-midi, on s'était entendu sur un délai de 8 mois pour résoudre tous

les problèmes. C'était acquis et nous étions contents, nous ne voulions pas faire grève car nous savions que les vols en cette période seraient complets. C'est la période des vacances. Une heure plus tard, vers 21h, ces responsables m'appellent pour m'informer que c'est tombé à l'eau ! A 98% de l'accord ! Nous étions parvenus même à la signature ! C'est inconcevable ! Ils nous ont poussés à la grève.

Pourquoi selon vous ce revirement ?

C'est l'ancien sous-directeur, M. Alioua, limogé par Bouabdallah pour mauvaise gestion, repris sous Bouloufi, qui a garanti à ce dernier qu'il n'y aurait pas de grève et qu'il a une équipe compétente qui peut remplacer les quelques grévistes.

Il a donné des garanties qu'il n'y aurait pas de grève et qu'il casserait notre débrayage. J'ai appris plus tard que pendant que nous étions en négociation, eux préparaient les listes pour chaque vol avec cet équipage ! C'était aussi le cas avec Bouabdallah, l'ancien P-dg, quand nous avons observé notre premier sit-in le 15 juin, on lui a dit la même chose, que nous sommes un groupuscule de PNC. Lui-même nous l'a avoué.

Pourquoi les syndicats sont-ils écartés de cette démarche ?

Les deux grèves ne sont chapeautées par aucun syndicat. Nous ne marchons plus avec les syndicats parce qu'ils sont représentatifs sur papier seulement. Cependant, les délégués sont des syndicalistes élus par la base. J'étais le président du syndicat national des PNC.

Le 15 juin, quand nous avons décidé de débrayer, on m'a présenté en référé devant la justice à El Harrach, la juge avait alors prononcé la suspension de la grève.

Quand j'ai été dire cela aux travailleurs, ils ont refusé et ont voté pour le maintien de la grève. J'ai alors démissionné de mon poste et suis devenu simple PNC, je fais partie du collectif des délégués

On dit que les PNC sont payés grassement et ont beaucoup d'avantages. Qu'en pensez-vous ?

Beaucoup de clichés sont colportés sur notre métier. D'abord, tous les PNC sont des licenciés. Aussi, nous sommes des gens simples et nous avons des problèmes socioprofessionnels que nous soumettons à notre administration. Les conditions de travail sont difficiles.

Le salaire que nous touchons a été établi en 1999, des frais de déplacement de 25 DA/heure, des primes qui datent de 1980 signées par des DG qui sont morts ! Nous devons revenir aux choses sérieuses.

Nous ne demandons pas une augmentation de salaire mais une revalorisation des salaires. Nous voulons être payés comme personnel navigant et non comme personnel au sol.

A titre d'exemple, un PNC débutant perçoit un salaire de base de 16 000 DA. Un chef de cabine qui a 30 ans de métier touche 35 000 DA comme salaire de base avec des primes de 250 DA/heure, c'est un salaire de personnel au sol ! Nous ne demandons pas l'impossible, nous voulons juste que les salaires soient hiérarchisés et travailler dans des conditions dignes d'un personnel navigant.

Vous savez, un steward marocain débutant touche 700 euros et la vie est nettement moins chère là-bas ! Nous faisons de l'aviation, c'est tout ! Air France pour un aller-retour Paris-Alger enregistre les mêmes gains qu'Air Algérie, alors pourquoi cette différence dans les salaires entre les deux compagnies ?

Vous savez, quand Air Algérie affrète des avions, l'équipage touche 100 dollars/jour/personne sans compter la prise en charge dans des hôtels de luxe, mais quand il s'agit de payer les Algériens, on refuse ! Pourquoi ?

Puisqu'elle affrète des avions, Air Algérie a les moyens, elle a de l'argent.

I. B.

ASSOCIATIONS DES RÉSIDENTS**DES CITÉS SONELGAZ****Ils observent un sit-in à Alger**

Les associations des résidents des cités Sonelgaz d'Oran, Sétif, Blida, Kouba, Aïn Taya, Aïn Benian, Boumerdès et Ben Aknoun observent aujourd'hui un sit-in devant le siège social du Groupe Sonelgaz, au boulevard Krim-Belkacem (Alger).

Elles dénoncent «le refus de la direction générale d'appliquer les résolutions adoptées par le conseil d'administration et de son assemblée générale de la société portant sur la vente de plus de 2 000 logements à leurs occupants. Habités par des retraités et agents de Sonelgaz en activité depuis plus de 18 ans», ces logements à caractère social, rappelons-le, ont fait l'objet d'actes administratifs de vente en 2006/2007.

R. N.